

EDITORIAL

<http://dx.doi.org/10.4314/mcd.v7i1.1>

Madagascar, (in) dépendante depuis 1960

Il est légitime d'espérer, qu'un jour, les relations franco-malgaches se normaliseront. Mais force est de constater que ce n'est pas encore le cas. Bien qu'illégitime, l'impact de la politique française sur Madagascar est réel.

On a espéré que la fin de la Françafrique viendrait avec l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007. Ce dernier avait laissé espérer un véritable bouleversement des relations franco-africaines un an plus tôt à Cotonou (Bénin) : « Je crois indispensable de faire évoluer, au delà des mots, notre relation ». Il plaide dans ce fameux discours pour plus de franchise et de transparence, pour moins de domination et de paternalisme. Bref, pour « une relation nouvelle, assainie, décomplexée, équilibrée, débarrassée des scories du passé » qui se baserait sur la défense des libertés et des droits de l'Homme en Afrique. Et, effectivement, les premiers signes sont assez encourageants. La nomination de Rachida Dati et de Rama Yade au gouvernement sonne comme un véritable espoir de reconnaissance de la diversité raciale et culturelle. S'ajoute à cela la disparition de la « cellule africaine » de l'Élysée. Les questions africaines sont alors rattachées à la cellule diplomatique, ce qui signifie qu'elles devraient être traitées comme n'importe quelle autre question de politique étrangère (Hugon 2010). Mais, nul besoin de le rappeler, le discours de Dakar, dont le mépris a choqué toute l'Afrique, vient briser tout espoir de dialogue d' « égal à égal » en 2007.

Les espoirs se portèrent alors sur son successeur. La campagne présidentielle française fut un événement très suivi en Afrique, parfois même plus qu'en France. François Hollande, à quelques exceptions près, fut le candidat des Africains et représentait un nouvel espoir de relations normalisées entre l'Afrique et la France.

Peut-être le nouveau président français va-t-il concrétiser ce souhait, peut-être va-t-il nous décevoir comme son prédécesseur, là n'est pas la question. Car en cette journée de fête nationale, alors que Madagascar honore la mémoire de ceux qui se sont battus et sont morts par milliers pour son indépendance, ma réflexion se porte sur les actions menées à Madagascar plutôt que sur l'attente passive des premiers pas de François Hollande en Afrique. On fête aujourd'hui les 52 ans d'indépendance de l'île. Mais qui leurre-t-on ? Certes, ce n'est plus l'ère coloniale, le régime de l'indigénat n'est plus. Certes, Madagascar n'est pas le cas le plus emblématique de la Françafrique, on trouve des cas bien pires sur le continent. Certes, de nouveaux acteurs apparaissent à Madagascar et contestent l'omniprésence de l'ancienne colonie. Mais peut-on pour autant parler d'indépendance ?

Si la liberté se limite à être moins exploité qu'avant, moins que d'autres et à avoir le droit de choisir son bourreau, alors, peut être, Madagascar est-il un État indépendant. Nul besoin de souligner l'ironie de cette définition.

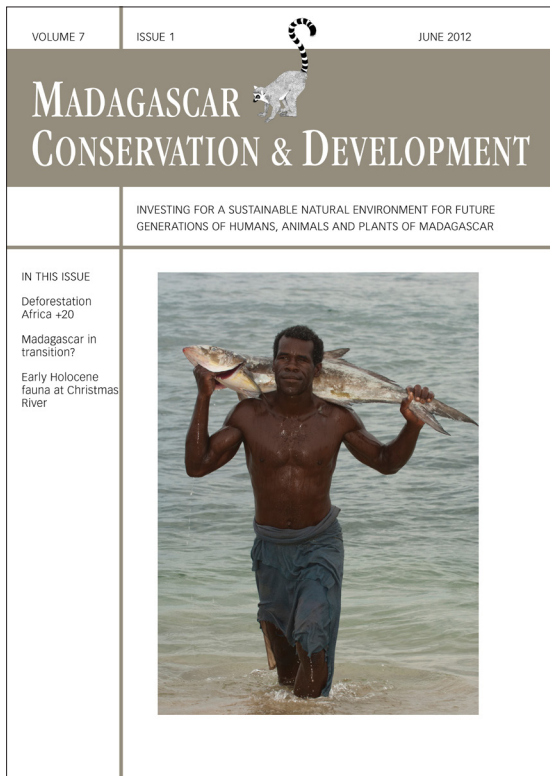
Car si on ne peut que se réjouir de la multiplication des partenaires de Madagascar, on ne peut ignorer les risques du passage de la Françafrique à la Chinafrique. Avec l'arrivée au pouvoir de Marc Ravalomanana, la Chine, historiquement déjà bien implantée sur la Grande Île, devient un partenaire majeur de Madagascar. Plus généralement, le nouveau président se tourne largement vers l'Asie comme nouveau partenaire et modèle économique. Quand arrive la crise de 2009 et qu'Andry Rajoelina prend le pouvoir, ces relations se multiplient. Car les bailleurs traditionnels de Madagascar gèlent leurs aides financières en attendant qu'un gouvernement démocratique reprenne le pouvoir. Or, la Chine, au nom du refus de l'ingérence, ne prend pas en compte la situation politique de ses partenaires économiques. Les relations qui existaient déjà entre Madagascar et la Chine se renforcent et se multiplient alors. En contrepartie de l'exploitation des ressources primaires, minières et pétrolières, la Chine s'implique dans des aides humanitaires, sanitaires, dans l'éducation, dans la construction d'infrastructures (Harnay et Louis 2011). Or cette exploitation des ressources malgaches est souvent ni équitable ni durable, parfois même pas légale. L'exploitation du bois de rose sur laquelle Madagascar Conservation & Development (MCD) fut le premier à publier est un des exemples de cette exploitation immodérée (Randriamalala et Liu 2010).

Certes, la Chine est peut-être un moindre mal, ne serait-ce que parce que c'est un « bourreau choisi » alors que la France s'était imposée. Mais, laissons nous aller à un peu d'idéalisme en cette journée nationale et espérons, qu'un jour, Madagascar, au lieu de pouvoir choisir son bourreau, pourra choisir l'indépendance.

En cela, MCD espère agir, avec modestie, à son échelle et avec ses moyens. Dans ce numéro comme dans les précédents, la qualité des articles est garantie par le processus du comité de lecture qui élimine ou améliore les articles, certifie la véracité des données et la pertinence des analyses. Les sujets des articles sont très divers. Avec des sujets scientifiques comme « Suivi du Gecko *Phelsuma serraticauda* (Reptilia : Squamata : Gekkonidae) dans la région Atsinanana » de Christian Randrianantoandro et al. « Toponyms for centers of endemism in Madagascar » de Lucienne Wilmé et al. et « Early Holocene fauna from a new subfossil site: A first assessment from Christmas River, south central Madagascar » de Kathleen M. Muldoon et al., nous espérons faire progresser les connaissances essentielles à la recherche et à la science. Avec des Spotlights comme « Revisiting deforestation in Africa (1990–2010): One more lost generation » de Jean-Roger Mercier ou « Love me tender, transition vers où » de Solofo Randrianja, nous invitons à des réflexions et débats sociaux et politiques.

Nous n'avons ni l'ambition ni les moyens de bouleverser la société. Nous agissons à notre échelle et proposons, en publiant ces articles et en nous assurant de leur qualité, des bases aux débats sur la conservation et le développement à Madagascar.

Marion Langrand
Sciences Po
75007 Paris, France
marion.langrand@sciences-po.org



Madagascar Conservation & Development is the journal of Indian Ocean e-Ink. It is produced under the responsibility of this institution. The views expressed in contributions to MCD are solely those of the authors and not those of the journal editors or the publisher.

All the Issues and articles are freely available at <http://www.journalmcd.com>

Contact Journal MCD
info@journalmcd.net for general inquiries regarding MCD
funding@journalmcd.net to support the journal

Madagascar Conservation & Development
Institute and Museum of Anthropology
University of Zurich
Winterthurerstrasse 190
CH-8057 Zurich, Switzerland

io@i

Indian Ocean e-Ink
Promoting African Publishing and Education
www.ioeink.com

 MISSOURI BOTANICAL GARDEN

Missouri Botanical Garden (MBG)
Madagascar Research and Conservation Program
BP 3391
Antananarivo, 101, Madagascar

RÉFÉRENCES

- Harnay, H. et Louis, B. 2011. Madagascar : les enjeux d'une diplomatie en plein essor. *Outre-Terre* 4, 30 : 261–269. (doi:10.3917/oute.030.0261)
- Hugon, P. 2010. Où en est-on de la « Françafrique » ? *Revue Internationale et Stratégique* 77: 163–168. (doi:10.3917/ris.077.0077.0163)
- Randriamalala, H. & Liu, Z. 2010. Rosewood of Madagascar: Between democracy and conservation. *Madagascar Conservation & Development* 5, 1: 11–22.
- Sarkozy, N. 2006. Discours à Cotonou, Bénin, 19 mai 2006. <<http://discours.vie-publique.fr/notices/063001811.html>> téléchargé le 18 mai 2012
- Sarkozy, N. 2007. Discours à Dakar, Sénégal, le 26 juillet 2007. <http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2007/discours-a-l-universite-de-dakar.8264.html?search=Dakar&xtmc=dakar_2007&xcr=1> téléchargé le 18 mai 2012